

Après les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, une exigence pour les travailleurs et la jeunesse :

**FRONT UNIQUE DES SYNDICATS OUVRIERS CGT, FO, DE LA FSU,
DE L'UNEF ET DES PARTIS PCF, PS**

**NON AU FRONT REPUBLICAIN : CE SONT LES POLITIQUES EN
DEFENSE DU CAPITALISME EN CRISE QUI FONT MONTER LE FN !**

Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !

Une défaite majeure

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle constitue une défaite majeure sur terrain des élections, une défaite que l'on peut qualifier d'historique, du prolétariat et de la jeunesse. Les partis et organisations bourgeoises (Le Pen, Fillon, Macron, Dupont-Aignan, Cheminade, Asselineau), obtiennent plus de 70 % des exprimés (près de 55 % des inscrits). Les partis et organisations que l'on peut considérer comme issus du mouvement ouvrier (PS, et accessoirement LO, NPA) n'obtiennent que 8 % des exprimés (6,1 % des inscrits). Le candidat du Parti socialiste, Hamon, perd près de 8 millions de voix par rapport au candidat Hollande en 2012. Incontestablement, une grande partie de l'électorat PS s'est dispersé sur les candidats bourgeois, en particulier Macron. Une fraction significative s'est reportée sur le candidat de la France Insoumise, Mélenchon, qui obtient 19,58 % des exprimés (14,8% des inscrits).

Mais le vote pour Mélenchon ne compense en rien la défaite électorale. Il était le candidat de la « *mère patrie* », candidat pour la destruction des partis issus du mouvement ouvrier, dont le modèle est Podemos en Espagne. Sous couvert d'une vague promesse de « réformer les institutions », il s'agissait en réalité d'une candidature ultrabonapartiste, « au-dessus des partis » mais aussi des classes, subordonnant les masses au bon vouloir d'un « sauveur suprême », les renvoyant ainsi loin en arrière du point de vue de leur conscience et de leur indépendance politiques. Le ralliement à sa candidature d'une partie de l'électorat traditionnel pour les partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF) est une expression du désarroi politique de l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse.

A la racine de cette dispersion électorale des travailleurs et de la jeunesse, se trouve le rejet de la politique au compte de la bourgeoisie menée par les gouvernements sous la direction de Hollande, gouvernements d'alliance avec des partis et organisations bourgeoises (PRG, EELV). Mais cela sans que par ailleurs lui soit ouvert une autre perspective politique. Au total, le résultat électoral exprime le profond désarroi des travailleurs, écœurés par les 5 ans de gouvernements Hollande et dénués de toute véritable issue politique.

A nouveau le front républicain

Dès le soir des résultats du premier tour, au prétexte de « *faire barrage au Front national* » - la vraie raison étant de poser les jalons de la future collaboration avec Macron -, sans ambiguïté, Laurent (PCF), Cambadélis et Hamon (PS), Hollande ont appelé à voter Macron au second tour. Il faut noter que Cambadélis et Hamon dédouanent ainsi l'aile marchante de la liquidation du PS, en premier lieu Valls, qui avait pris position pour un vote Macron dès le premier tour. Mélenchon se retranche, démagogue, derrière une hypothétique prise de position par Internet des soutiens de la France Insoumise. Très clairement, le « *tribun du peuple* » refuse de prendre position contre un vote Macron au second tour.

Du côté des confédérations et fédérations syndicales, c'est aussi la ligne du front républicain. Les dirigeants de la FSU se sont opposés lors du dernier BDFN de cette fédération de 24/04/2017 à cette motion :

« Le Bureau National de la FSU au lendemain du premier tour constate que ne restent en lice que deux candidats clairement ennemis des intérêts des travailleurs, de leurs droits, de leurs organisations : la candidate raciste Le Pen et le banquier Macron. En conséquence de quoi, le Bureau National de la FSU fait connaître aux travailleurs sa position : Pas une voix pour Le Pen ; pas une voix pour Macron. Il s'adresse immédiatement aux dirigeants nationaux de la CGT, de Force ouvrière, de l'UNEF pour qu'ils adoptent la même position ».

Par la voix de Mailly, FO ne donne aucune consigne de vote mais « *tout en soulignant que la présence de Mme Le Pen au second tour est « un problème démocratique »*. La CGT dans une résolution de la Commission exécutive confédérale du 25 avril 2017 : « *Pour la deuxième fois dans le pays, sous la V^e République, une candidature d'extrême droite, représentée par le Front national, sera présente au second tour des élections présidentielles. C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail (...) Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate !* ». Pas un mot sur le programme de Macron. Les dirigeants de l'UNEF « *appellent les jeunes à faire barrage à l'extrême droite : votons et engageons-nous !* » : c'est un appel à voter Macron.

Très clairement le PS et le PCF, les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNEF, au nom du front républicain, sont disposés à répéter l'appel, direct ou indirect, à voter Chirac contre Le Pen de 2002, aujourd'hui Macron contre Le Pen. Appel qui avait conduit, en 2002, au plébiscite de Chirac avec plus de 80 % des exprimés et ouvert la voie à une offensive dont la contre-réforme des retraites de 2003 a été l'illustration. Ils s'alignent de fait sur un soutien à Macron qui est à ce jour, compte tenu de la défaite de Fillon et du parti Les Républicains, la position de repli, à contrecœur, de la bourgeoisie française. Les dirigeants du parti Les Républicains (Fillon, Baroin, Juppé, Sarkozy, etc.) et de l'UDI appellent à voter Macron au nom du front républicain.

Macron : la réaction sur toute la ligne

Le programme de Macron est un programme bourgeois d'offensive contre le prolétariat et la jeunesse. Il s'inscrit totalement en défense des institutions de la V^e république. Dès son accession au pouvoir, il entend réformer le code travail par ordonnances afin de généraliser la négociation en tout point au niveau des entreprises et aller bien au-delà de ce que permet aujourd'hui la loi El Khomri. Il est le champion d'une société où les patrons sont libérés de toutes contraintes, partisan de « l'uberisation », comme l'a montré la loi qui porte son nom. Il veut en finir avec la retraite par répartition, en lui substituant un système de capitalisation par points. Il projette de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, de faire 15 milliards d'économie sur l'Assurance maladie, de détruire l'assurance chômage. En ce qui concerne la Sécurité sociale, Il propose de substituer aux cotisations ouvrières l'impôt via l'augmentation de la CSG. Il est pour la généralisation de la sélection à l'entrée de l'université, pour le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement et, bien entendu, pour un renforcement de l'état policier et l'augmentation des budgets militaires.

Voilà un aperçu de ce que le capitalisme français a pour objectif de réaliser contre le prolétariat et la jeunesse. Voilà à quoi doit servir le front républicain.

Quant à la candidature Le Pen, chacun sait que c'est celle d'un parti ultraréactionnaire, raciste et xénophobe. qui partage les mêmes objectifs.

Se préparer à une offensive réactionnaire de grande ampleur

La question se pose comment combattre aujourd'hui.

En premier lieu :

- **Contre le front républicain et l'union nationale : refuser le vote Macron ;**
- **Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !**
- **Pour le combat réel contre le FN ; non au « front républicain ».**

C'est l'exigence qui doit être adressée au PS, au PCF, aux dirigeants des confédérations CGT et FO, à ceux de la FSU et de l'UNEF.

Le 26 avril 2017